



Mise à jour des évaluations: Numéro 5

Octobre 2018

## LES ÉVALUATIONS À LA FAO

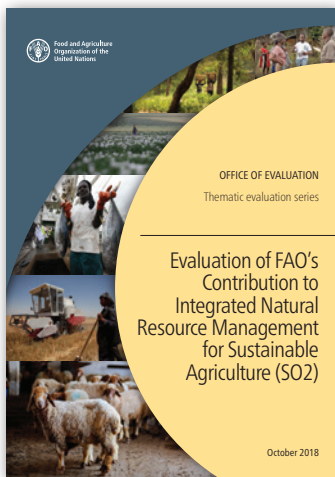
Les évaluations à la FAO ont pour objectif de permettre aux pays membres de posséder de meilleures connaissances, de prendre des décisions politiques et opérationnelles objectives, tout en contribuant à l'apprentissage institutionnel de la FAO, et en fournissant un support approprié à l'amélioration de la planification et de la programmation de l'Organisation en termes de pertinence pour les pays, de définition des objectifs, de conception et de mise en œuvre. De plus, les évaluations constituent les fondements de la coopération des Membres avec les programmes de la FAO et, conformément aux objectifs convenus et stratégiques de la FAO, elles visent à assurer la sécurité alimentaire pour tous. L'évaluation est essentielle pour promouvoir les obligations redditionnelles et l'apprentissage, pour savoir ce que nous faisons correctement et où résident nos erreurs. À la FAO, il existe trois principaux types d'évaluations: 1. Les évaluations thématiques ou stratégiques, 2. Les évaluations de programmes par pays et 3. Les évaluations de programmes et de projets. Ce document présente les dernières évaluations terminées, en cours et prévues pour chaque catégorie.

@FAO/Eoshan Molloy

### 1. Évaluations thématiques et stratégiques

Les évaluations thématiques et stratégiques examinent le travail de l'Organisation au niveau mondial, régional et national, sur une problématique ou un champ d'intervention spécifique. Elles visent à évaluer les contributions de la FAO au niveau stratégique et à assurer l'alignement des programmes sur les objectifs stratégiques que l'Organisation souhaite atteindre. Elles sont effectuées sur demande des Pays Membres de la FAO ou de la direction de l'Organisation. Leurs résultats sont systématiquement présentés aux organes directeurs de la FAO à travers le Comité du Programme.

#### Évaluation de la Contribution de la FAO au développement agricole durable à travers la gestion intégrée des ressources naturelles à travers l'Objectif stratégique 2 (OS2)



L'Objectif stratégique 2 découle de la vision de la FAO pour une agriculture durable, au cœur de l'Agenda 2030. Cette évaluation a examiné les contributions de la FAO à la promotion d'approches intégrées pour rendre l'agriculture, l'exploitation forestière et la pêche plus productives et durables. Ces contributions se sont révélées particulièrement pertinentes dans les pays où les systèmes agricole et alimentaire doivent répondre à des défis

urgents en termes de développement durable. Les principes de l'Alimentation et de l'agriculture durables (SFA-Sustainable Food and Agriculture), élaborés dans le cadre de l'OS2, ont permis l'intégration des concepts clés de la durabilité agricole au sein des interventions techniques et des programmes de la FAO. Afin

de démontrer l'efficacité des nouvelles approches, la FAO doit détailler encore davantage les nouveaux modèles, consolider les progrès réalisés et convertir les enseignements tirés en bonnes pratiques à reproduire. La FAO devrait également intégrer dans ses nouveaux programmes l'analyse d'arbitrages potentiels entre durabilité et productivité et renforcer les partenariats et les alliances au niveau mondial pour la réalisation de systèmes alimentaires et agricoles durables.



#### CONTRIBUER À ÉLIMINER LA FAIM, L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION

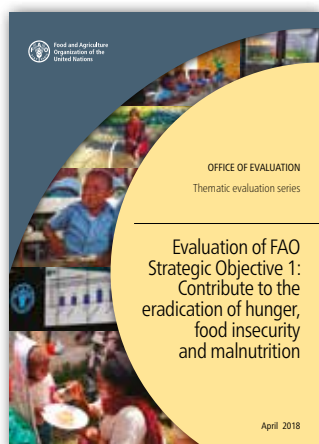
Nous contribuons à libérer le monde de la faim en promouvant des politiques et des engagements politiques en faveur de la sécurité alimentaire et en veillant à ce que soient disponibles et accessibles des informations actualisées sur les problèmes relatifs à la faim et à la nutrition, et sur les solutions qui peuvent y être apportées.



#### RENDRE L'AGRICULTURE, LA FORESTIERIE ET LA PÊCHE PLUS PRODUCTIVES ET PLUS DURABLES

Nous promouvons les politiques et les pratiques scientifiquement éprouvées qui favorisent une productivité élevée des secteurs agricoles (cultures, élevage, foresterie et pêches), tout en épargnant la base de ressources naturelles

## Évaluation de la Contribution de la FAO à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition à travers l'Objectif stratégique 1 (OS1)



Cette évaluation a examiné la valeur ajoutée par l'OS1 aux efforts de la FAO pour promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux mondial, régional et national de 2014 à 2017. Selon ses conclusions, l'OS1 a été bien conçu, a mis l'accent sur l'importance de l'engagement politique pour réduire la faim et la malnutrition, a promu des approches fondées sur les droits pour l'appui de la FAO aux politiques et a souligné le besoin

de collaborer également avec les ministères sans lien direct avec l'agriculture, comme les ministères des finances, de la santé ou de l'instruction. Une grande hétérogénéité des approches adoptées par la FAO dans le cadre de l'OS1 au sein de différents pays et régions a été observée, ce qui reflète la pluralité des contextes mais marque aussi un certain manque de communication et de formation au sein de l'Organisation même. Les aspects les plus innovants de l'OS1 doivent notamment être plus largement diffusés, en particulier auprès des bureaux pays, afin d'orienter les activités de la FAO au niveau national. L'évaluation a également observé une prolifération d'acteurs, d'initiatives politiques, d'approches, d'espaces de coordination et de produits d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, conduisant parfois à une certaine confusion et opposition plutôt qu'à l'obtention d'une masse critique pour le progrès durable. La FAO pourrait donc jouer un rôle plus important dans la convergence des politiques et la synthèse des nombreux flux de données en élaborant des textes exploitables pour la prise de décision.

### ÉVALUATIONS EN COURS

#### Évaluation de la Stratégie et de la Vision pour l'intervention de la FAO dans le domaine de la nutrition

Sur la période 2012-2017, les politiques de la FAO mais aussi d'autres acteurs, ont connu un tournant majeur marqué par un nouvel intérêt pour une approche des systèmes alimentaires s'efforçant d'affronter la malnutrition sous toutes ses formes. L'urgence à faire face aux souffrances liées à la faim et à la malnutrition au niveau mondial donne lieu à une prise de conscience de plus en plus diffuse alors que les interventions centrées sur la santé sont de moins en moins considérées suffisantes pour l'accomplissement de progrès en termes de nutrition. Pour être efficaces et durables, les stratégies de lutte contre la malnutrition doivent en effet devenir multisectorielles et accorder un rôle central à l'alimentation et l'agriculture. Les acteurs nationaux et internationaux évoluent vers des initiatives dépassant le seul aspect nutritionnel, en prêtant une attention nouvelle à l'intégration de la nutrition dans les interventions sectorielles mais aussi, de manière notable, dans la programmation et la mise en œuvre des politiques agricoles. Cette évaluation a passé en revue les progrès réalisés concernant la mise en œuvre de la Stratégie et de la Vision pour l'intervention de la FAO dans le domaine de la nutrition depuis 2012. Le travail a été étroitement lié à l'évaluation, achevée récemment, de l'Objectif stratégique 1, à savoir l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

## Évaluation des activités de la FAO en matière de parité hommes-femmes

La FAO estime que les femmes et les hommes vivant en milieu rural détiennent les clés de la lutte contre la faim et l'extrême pauvreté. Les femmes et les filles vivant en milieu rural occupent notamment une place majeure en tant qu'acteurs de changement. Dans les pays en voie de développement, les femmes représentent 48 % des travailleurs agricoles. Elles jouent un rôle important dans toute la chaîne de valeur agro-alimentaire, en tant qu'agricultrices ou ouvrières agricoles, hortultrices et marchandes, femmes d'affaire, entrepreneuses et chefs de communauté, mais aussi dans la gestion des ressources naturelles comme la terre et l'eau. Pourtant, l'écart entre les genres dans le domaine alimentaire et agricole reste très important. L'évaluation vise à synthétiser les résultats des évaluations des cinq Objectifs stratégiques relativement à l'intégration effective de la dimension de genre au sein des différentes composantes de l'intervention de la FAO, conformément à la Politique de la FAO sur la parité de genre. Elle vise, de plus, à émettre des suggestions, notamment sur les modalités permettant à la FAO d'intégrer les questions relatives au genre dans l'analyse contextuelle, la programmation et la mise en œuvre, avec une attention particulière portée à l'amélioration de l'efficacité des programmes et à la contribution au développement général. Les observations seront présentées lors de la Conférence de la FAO en 2019.

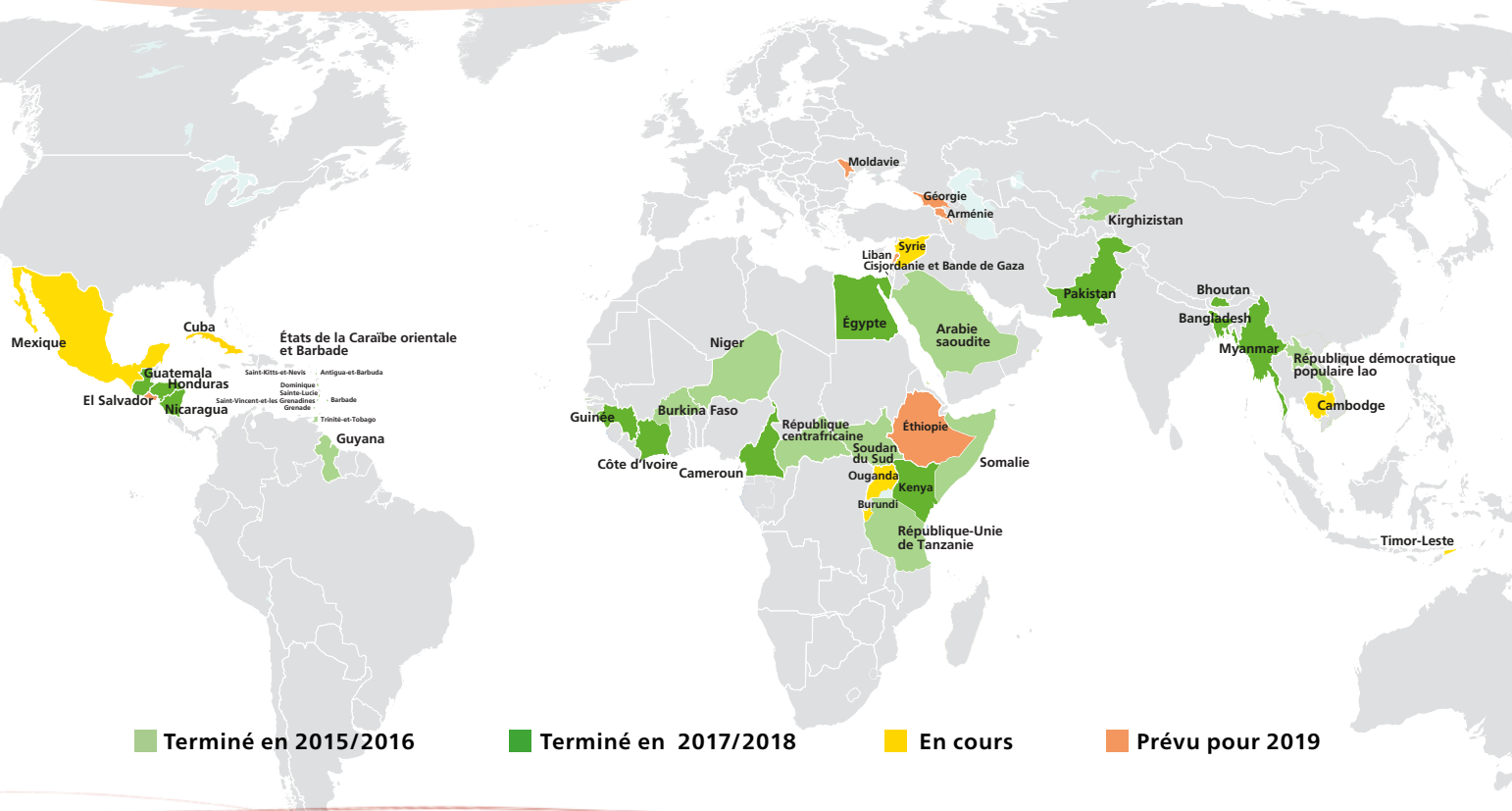


### PROCHAINEMENT EN 2019/2020

#### Synthèse des observations et des enseignements tirés des évaluations des Objectifs stratégiques

La mise en œuvre du Cadre stratégique de la FAO 2010-2019 a été un processus d'apprentissage constant, marqué par une gestion innovante et évolutive. Cette synthèse vise à dégager, à partir des cinq évaluations des Objectifs stratégiques, les observations et enseignements tirés principaux, mais aussi à tirer des conclusions d'ensemble en ce qui concerne l'efficacité du Cadre stratégique de la FAO comme instrument de programmation permettant depuis 2014 une meilleure contribution au développement de la part de l'Organisation. La synthèse étudie également comment la gestion orientée aux résultats a été appliquée par la FAO dans ce cadre et les éventuelles améliorations à mettre en place pour un mécanisme plus solide de gouvernance orientée aux résultats.

- Évaluation de la Stratégie de la FAO de partenariat avec les organisations de la société civile
- Évaluation de la Stratégie de la FAO de partenariat avec le secteur privé
- Évaluation de l'intervention de la FAO dans le domaine des statistiques



## 2. Évaluations de programmes par pays

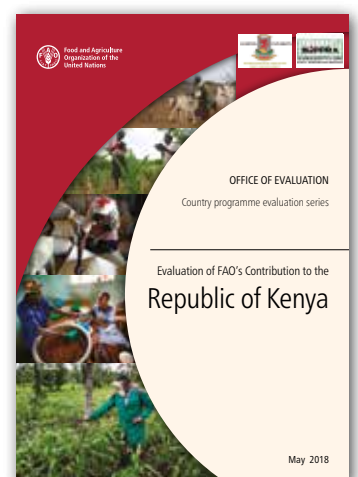
Les évaluations de programmes par pays visent à identifier les leçons apprises et à formuler des recommandations sur la manière de mieux orienter les programmes de la FAO au niveau national (\* en incluant les groupes de pays ou les territoires ayant des programmes) afin de les adapter aux besoins du pays et de renforcer l'impact des efforts organisationnels en vue des objectifs des membres. Ces évaluations sont généralement effectuées pendant l'année du programme de pays afin d'optimiser l'utilisation des résultats de l'évaluation durant le prochain cycle de planification.

### Évaluation de la contribution de la FAO au Bhoutan

Le Bhoutan, pays au revenu de niveau moyen inférieur, présente une économie dépendante de l'assistance et des importations qui est vulnérable aux chocs. L'importance des exportations d'hydroélectricité dans l'économie ne fournit cependant pas une large base pour l'emploi. Les ressources naturelles renouvelables (RNR), qui constituent une base économique étroite mais fondamentale pour le pays, confèrent à la FAO un rôle particulier pour la contribution au développement du pays à travers le renforcement de son principal secteur économique. Cette évaluation a examiné les contributions de la FAO à l'atteinte des objectifs de développement nationaux exposés dans le 11<sup>ème</sup> Plan quinquennal du Bhoutan visant «l'autonomie et le développement socio-économique vert inclusif». Les résultats montrent que les RNR, secteur viable au sein duquel évoluent des jeunes dotés de capacités entrepreneuriales qui génèrent des revenus en espèces, pourraient servir de base à une philosophie plus large de développement national pour une croissance inclusive. Les futurs programmes de la FAO pourraient utiliser la hausse des revenus et la création d'emploi dans les zones rurales comme point d'entrée des interventions. Les projets de la FAO pourraient ainsi utiliser les revenus et l'emploi comme indicateurs de mesure des impacts plutôt que la production. Cela permettrait en outre à l'Organisation d'apporter une réponse plus efficace aux nouveaux enjeux du pays représentés par le chômage des jeunes et la migration des zones rurales vers les zones urbaines à travers la revitalisation du secteur des RNR.

### Évaluation de la contribution de la FAO au Kenya

Le Kenya a connu une croissance économique soutenue au cours de la dernière décennie. Le pays reste cependant caractérisé par un revenu de niveau moyen inférieur et une pauvreté largement répandue. Depuis 2006, un déclin général de la production alimentaire a été observé avec des déficits pour des denrées de base comme le maïs, le riz, le blé, les haricots, le millet et le sorgo. La plupart des ménages menacés par l'insécurité alimentaire se trouvent dans les cantons ruraux, déjà vulnérables aux chocs climatiques, aux conflits liés aux ressources et aux mauvaises conditions animales, qui constituent des conditions aggravantes menant souvent à la famine. L'évaluation a été menée conjointement avec l'Institut kenyan pour la Recherche et l'Analyse en Politiques publiques (KIPPRA) et l'Institut Tegemeo de politique et développement agricole. Les résultats montrent que le programme de la FAO s'est aligné sur d'importants plans, stratégies et politiques de développement nationaux dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. À l'avenir,



la FAO devrait soutenir le gouvernement en vue de l'adoption d'une politique agricole nationale cohérente et l'inclusion des questions de gestion des ressources naturelles dans les programmes cantonaux.

### Évaluation de la contribution de la FAO au Cameroun

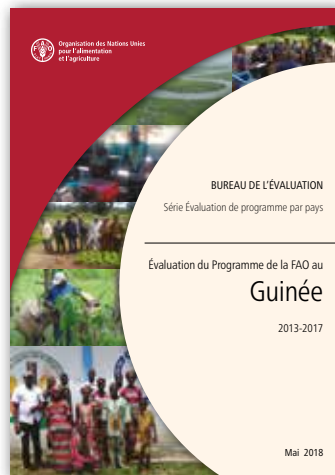
Sur la période étudiée (2013-2017), le Cameroun a connu une instabilité croissante et une détérioration de la sécurité alimentaire dans certaines parties du pays en raison d'effets de contagion provoqués par deux crises régionales majeures: la crise survenue en République d'Afrique centrale qui a conduit à l'arrivée de réfugiés dans la zone Est du Cameroun et l'insurrection de la secte Boko Haram dans le Nord-Est du Nigéria qui a affecté la région de l'extrême Nord provoquant le déplacement de la population locale et l'arrivée de réfugiés du Nigéria. L'évaluation a analysé la capacité d'adaptation de la FAO dans ses programmes afin de répondre aux changements des besoins du pays. Elle a été menée en collaboration étroite avec les Agences des Nations Unies basées à Rome qui ont évalué respectivement leurs programmes et leurs stratégies au Cameroun au cours de la même période. Cette collaboration a débouché sur un atelier de travail conjoint à Yaoundé afin de présenter les résultats des évaluations aux parties prenantes nationales et de discuter des opportunités pour une future intervention conjointe des agences des Nations Unies basées à Rome.

### Évaluation de la contribution de la FAO au Nicaragua

Le Nicaragua, pays d'Amérique latine au revenu moyen inférieur, voit la moitié de sa population rurale vivre sous le seuil de pauvreté. La grande majorité des producteurs du pays gèrent des exploitations familiales qui constituent 90 pour cent des terres agricoles, ce qui confère à ces exploitations une responsabilité fondamentale en termes de sécurité alimentaire. Depuis 2013, l'intervention de la FAO est centrée sur le soutien technique aux politiques publiques. L'évaluation a pris en compte la réduction significative du budget auquel le programme a été confronté suite à des modifications dans la dynamique de la coopération au développement. L'évaluation observe en tout état de cause que les institutions soutenues par la FAO reconnaissent sa contribution aux réalisations obtenues,

tout comme sa capacité à répondre aux différentes demandes d'appui. La FAO est considérée comme une agence de premier ordre dans les questions relatives à l'alimentation et l'agriculture au Nicaragua, et sa position lui a permis d'influencer des politiques essentielles au développement des exploitations familiales et du renforcement des capacités à différents niveaux.

### Évaluation de la contribution de la FAO en Guinée



En 2012, environ 55 pour cent de la Population guinéenne vivait en dessous du seuil de pauvreté national. La crise engendrée par le virus Ebola en 2014-2015 a touché durement le pays, entravant les actions entreprises par la FAO pour renforcer la résilience des populations en termes de sécurité alimentaire. De nombreux projets non programmés ont été mis en œuvre pour faire face à l'état d'urgence du pays. Les réalisations

ont concerné notamment: le renforcement des capacités de gestion du risque Ebola au niveau communautaire et des moyens d'existence, et la consolidation des moyens d'existence des foyers vulnérables dans le domaine agricole et de l'élevage; la mise en place d'un comité de surveillance des animaux sauvages afin d'améliorer la détection de la maladie. Du fait de la qualité de son appui institutionnel et de son expertise dans le domaine du développement rural, la FAO a gagné en crédibilité auprès des institutions nationales et des agences des Nations Unies. Cependant, sa visibilité est encore faible auprès des institutions moins directement liées au secteur agricole. En outre, l'absence d'une stratégie claire de mobilisation des ressources ne permet pas de développer un programme d'envergure allant au-delà de la seule réponse de crise.

### Évaluation de la contribution de la FAO au Cambodge

Bien que le Cambodge soit dans une phase de transition rapide vers une économie plus industrialisée, le pays fait toujours partie des pays les plus pauvres d'Asie du Sud-Ouest, et le risque de rechute vers la pauvreté est élevé, surtout pour les foyers ruraux. L'objectif du programme de la FAO au Cambodge a consisté à contribuer à l'élimination de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition en promouvant la gestion durable des ressources naturelles. L'évaluation du programme pays de 2018 a souligné l'avantage comparatif de la FAO en tant que pourvoyeur fiable de données et de conseil technique. Cette position pourrait être exploitée davantage grâce à l'intégration du développement inclusif et durable et d'investissements supplémentaires en recherche et innovation. L'évaluation préconise la poursuite de la part de la FAO de la promotion de prises de décision fondées sur les preuves et corroborées par des arguments économiques ainsi que des analyses d'arbitrages clairs. Dans le contexte des Objectifs de développement durables (SDG-Sustainable Development Goals) et de la réforme des Nations Unies, la FAO pourrait jouer un rôle central dans la réalisation de ces analyses, en facilitant la coordination au sein du système des Nations Unies pour soutenir la mise en œuvre des politiques.



### 3. Évaluations de programmes/projets

Ces évaluations ont examiné des programmes et projets particuliers financés par des ressources extrabudgétaires ou des groupes de projets particulièrement intéressants. Elles facilitent la prise de décision pour de futurs projets.



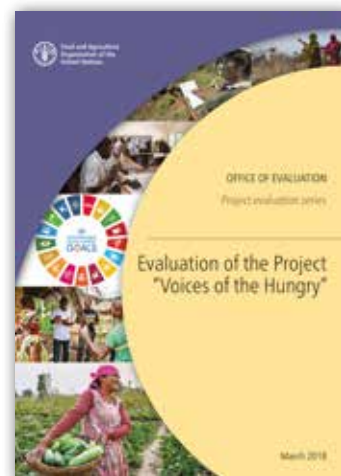
#### Évaluation du Fonds fiduciaire africain de solidarité

Le Fonds fiduciaire africain de solidarité (ASTF-African Solidarity Trust Fund) est un instrument de financement en faveur d'une intervention conjointe et coordonnée pour éliminer la faim et la malnutrition, améliorer les moyens d'existence des agriculteurs et garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous les Africains. Selon une évaluation de l'initiative sur la période allant de 2012 à 2017, l'ASTF se révèle être un mécanisme de financement tout à fait notable et pertinent pour soutenir les efforts des pays africains afin d'atteindre les priorités et les objectifs établis, conformément à l'engagement pris dans la Déclaration de Malabo visant à éliminer la faim en Afrique à l'horizon 2025 et à réaliser la sécurité alimentaire. L'ASTF a permis de financer de nouveaux domaines thématiques d'intervention de la FAO en Afrique, comme l'emploi des jeunes, la sécurité alimentaire et les actions relatives à la résilience. Le Fonds a également permis à la FAO de renforcer les partenariats stratégiques avec les principaux acteurs régionaux de développement présents en Afrique, comme l'Union africaine

et la Communauté de développement d'Afrique australe (CDA). Afin d'assurer la reconstitution du fonds, un plan de communication et une stratégie de mobilisation des ressources doivent être développés et mis en œuvre.

#### Évaluation du projet «Voix de la faim» (VoH-Voice of the Hungry)

Une personne sur huit dans le monde (soit 870 millions) souffre de sous-alimentation chronique en 2010-2012. L'évaluation des niveaux de souffrance liée à la faim et d'insécurité alimentaire est essentielle pour développer et suivre les politiques affrontant cette problématique. Le Projet «Voix de la faim» a eu pour objectif de créer un forum mondial pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNS-Food and Nutrition Security) qui pourrait être mis en œuvre par tous les Membres. Cette évaluation a apprécié la qualité et la pertinence du projet VoH, sa conception et ses progrès pour atteindre les résultats. Les observations de l'évaluation montrent que le projet a été très efficace pour obtenir les résultats escomptés, surtout aux niveaux des produits et des résultats. Grâce à ce projet, un standard mondial de





@FAO/Pamela White

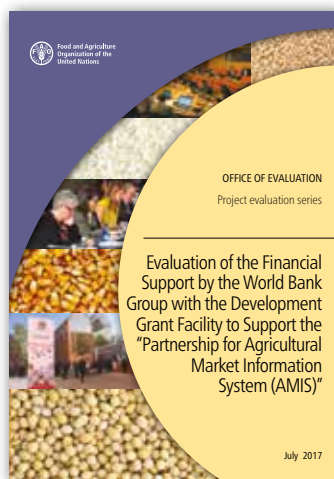
mesure de l'insécurité alimentaire vécue a été défini : l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES- Food Insecurity Experience Scale), indicateur solide et performant en termes de coût permettant de mesurer l'accès des individus à la nourriture. La FIES est en effet considérée plus performante en termes de coût et plus facile à intégrer dans les études nationales menées auprès des ménages que d'autres indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En 2017, vingt-deux pays avaient déjà intégré la FIES dans les études nationales menées auprès des ménages.

### Évaluation finale du projet pour l'intensification de l'agriculture de conservation (CASU)

En dépit d'une large promotion de l'agriculture de conservation en Zambie comme facteur d'amélioration de la productivité et de la fertilité des sols dans les systèmes agricoles, l'adoption de ses techniques par les agriculteurs a été relativement limitée. Afin de pallier cette limite, le Projet pour l'intensification de l'agriculture de conservation (CASU-Conservation Agriculture Scaling-Up) a eu pour objectif l'amélioration de la productivité et de la diversité durables des cultures à travers une large promotion des trois principes de l'agriculture de conservation menée dans tout le pays et ciblant plus de 300 000 petits exploitants agricoles. Selon les observations de l'évaluation, l'agriculture de conservation a généré une augmentation des rendements, mais les agriculteurs n'ont pas réussi à trouver des marchés appropriés, en particulier pour les légumineuses. L'évaluation préconise que les projets futurs prennent en compte toute la chaîne de valeur, avec une plus grande flexibilité envers l'agriculture adaptée aux conditions locales et au climat, ainsi qu'envers des techniques d'intensification durables. L'évaluation préconise également dans les projets futurs l'augmentation des quotas de femmes bénéficiaires, tout en incluant des activités ciblées pour ces femmes. Le transfert au Gouvernement de la République de Zambie du Système d'information de gestion agricole intégrée pour la Zambie

(ZIAMIS) et du système de facturation électronique, dérivant du modèle CASU et initialement non programmé, a produit un résultat très satisfaisant.

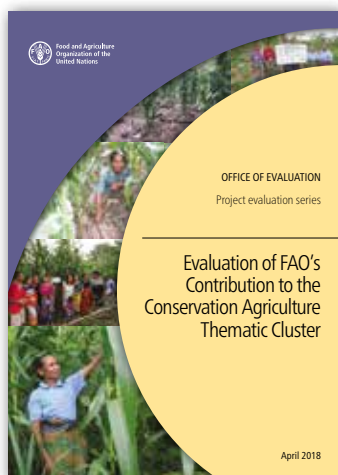
### Évaluation du «Partenariat pour le Système d'information du marché agricole (AMIS)»



Le Partenariat pour le Système d'information du marché agricole (AMIS-Agricultural Market Information System) est une réponse du groupe des vingt (G20) à la hausse mondiale des prix des denrées alimentaires survenue en 2008 et 2010. Cette évaluation a évalué le soutien à l'AMIS de la part du Groupe de la Banque mondiale à travers le Service de subvention au développement (DGF-Development Grant Facility). Les résultats ont

montré que l'AMIS s'est révélé une initiative pertinente dans le contexte de la crise des prix alimentaires après 2008 du fait de la réalisation de nombreux produits livrables et des objectifs. L'AMIS a également apporté des contributions jugées importantes pour la résultante de l'Objectif stratégique 4 de la FAO. Grâce à l'AMIS, la délivrance d'informations pertinentes aux moments opportuns a été améliorée. Même si les délais et les efforts déployés sont apparus importants, les activités financées par le DGF ont favorisé une hausse de la participation et de la contribution à l'AMIS de la part des parties prenantes, et ont permis à ses produits de devenir progressivement plus précis, pertinents et appréciés. Toutefois, des efforts sont toujours nécessaires pour assurer la précision et la régularité des données fournies par les pays.

## Évaluation de la contribution de la FAO au Groupement thématique pour l'agriculture de conservation



Basée sur trois principes – perturbation minimale du sol, couverture permanente du sol et rotation des cultures – l'agriculture de conservation (CA-Conservation Agriculture) est une approche qui vise à augmenter la productivité tout en conservant l'environnement. Le projet de la FAO a eu pour objectif de valider et démontrer les pratiques de CA, d'accélérer l'adoption de la CA parmi les agriculteurs à faibles ressources et d'intégrer la

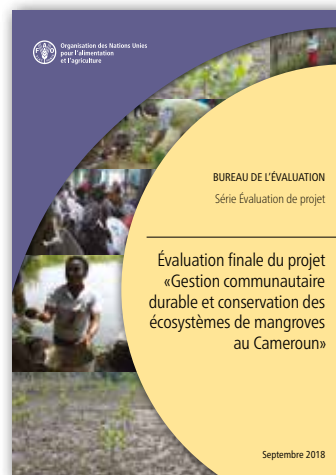
CA au sein des politiques agricoles en Indonésie et Timor-Leste. L'évaluation a conclu que le projet était approprié, pertinent et efficace en terme de réduction des pertes agricoles dans les zones non irriguées affectées par la dégradation des terres et la sécheresse. Elle a conclu et documenté des cas de hausse de la production, de conservation de l'humidité du sol en période de sécheresse, de hausse de la fertilité des sols et de réduction des coûts des intrants et de la main d'œuvre. Le projet aurait toutefois pu favoriser de meilleures synergies entre les deux pays voisins. Le soutien à l'introduction de la CA nécessitera une amélioration ultérieure de l'environnement propice et un nouveau projet centré sur les aspects plus généraux de l'agriculture adaptée aux changements climatiques, avec des actions claires orientées sur les politiques publiques et des activités de recherche sur l'adaptation.

## Évaluation du projet «Élaboration d'un Agenda mondial d'action en appui au développement du secteur de l'élevage durable»

La production animale durable est-elle possible et, le cas échéant, quels en sont les contours ? Le secteur de l'élevage, au centre des problématiques climatiques et environnementales, joue un rôle majeur dans la réduction de la pauvreté, la

sécurité alimentaire et la nutrition. Pour répondre à ces problématiques, une initiative impliquant de multiples acteurs a été créée en 2011 afin de partager les bonnes pratiques, favoriser un consensus sur des modèles de production animale durable et contribuer aux Objectifs de développement durable. Depuis lors, d'importants progrès et réalisations ont été accomplis dans ces directions, avec l'amélioration de l'interaction et de la participation mais aussi la mise en œuvre de nouvelles pratiques et politiques de la part des Membres. Le forum réunit actuellement 105 organisations membres provenant du monde académique, des donateurs, des organisations internationales, des ONG, du secteur privé, de la société civile et des organisations de producteurs. La poursuite du dialogue étant cruciale pour réaliser la durabilité, il est souhaitable que les pays Membres continuent à rassembler les preuves et les bonnes pratiques issues de leur expérience. La durabilité est une question sensible et prioritaire qui mérite de recevoir la plus grande attention.

## Évaluation finale du projet «Gestion et conservation durables basées sur la communauté des écosystèmes des mangroves au Cameroun»



Les écosystèmes des mangroves fournissent un large éventail de ressources et de services pour les moyens d'existence des individus, tout en exerçant une forte pression économique, sociale et démographique. Pour répondre à ces défis, le projet GEF «Gestion et conservation durables basées sur la communauté des écosystèmes des mangroves au Cameroun» a: rédigé

des documents stratégiques sur les mangroves; créé des plateformes de promotion du dialogue entre les parties prenantes; fourni des informations sur le statut



des mangroves au Cameroun; établi un système de suivi permanent permettant de détecter des changements dans ces écosystèmes; contribué au lancement et à la progression des étapes finales des processus visant la classification des zones protégées. Si le projet a bien contribué à différents résultats au niveau institutionnel et a accru la prise de conscience de la communauté sur l'importance des écosystèmes de mangroves, il n'a pas permis en revanche d'obtenir les résultats escomptés en termes d'appui à la durabilité à long terme des moyens d'existence des communautés locales. Pour progresser et observer des impacts, une phase de consolidation sera encore nécessaire au niveau communautaire et institutionnel.

### Évaluation finale du projet «Gestion des forêts et des zones protégées de Fiji, Samoa, Vanuata et Niue»

Fiji, Samoa, Vanuatu et Niue se trouvent dans les 34 «zones prioritaires pour la biodiversité» au niveau mondial, qui se caractérisent par des réserves exceptionnelles de vie animale et végétale. Le projet «Gestion des forêts et des zones protégées de Fiji, Samoa, Vanuata et Niue» financé par le GEF, a eu pour objectif de combattre les nombreuses menaces qui pèsent sur la biodiversité dans ces quatre pays. Les résultats de cette évaluation finale ont montré que la gestion des zones protégées a mis en place une base solide en contribuant à une augmentation de leur couverture, à l'amélioration de la participation des propriétaires terriens, aux cadres juridique, politique et institutionnel, à une prise de conscience plus large et au renforcement des capacités. Les prochains projets dans cette zone devraient étudier et traiter davantage les connexions avec les activités d'adaptation aux changements climatiques et les mécanismes de financement durable pour les zones protégées, mais aussi d'identifier clairement les moyens d'existence et les avantages économiques pouvant dériver d'une meilleure conservation de la biodiversité qui offriraient des compensations aux propriétaires terriens qui acceptent de réduire les activités de chasse et agricoles dans les zones protégées.

### Évaluation de la composante relative au niveau institutionnel du projet «Soutien des moyens d'existence liés à l'élevage des populations vulnérables dans les territoires palestiniens occupés»

Les Palestiniens présents en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza font face à une crise prolongée; des solutions durables et à long terme sont nécessaires afin de protéger et promouvoir leurs moyens d'existence au-delà des réponses à court terme. En cherchant à réunir assistance, réadaptation et développement, le projet représente la composante institutionnelle d'un programme plus large visant à fournir un «Appui aux moyens d'existence liés à l'élevage des populations vulnérables des Territoires palestiniens occupés». Dans le cadre de ce projet, la FAO a assuré avec succès la coordination de toutes les activités de développement visant à améliorer les capacités publiques du Ministère de l'agriculture dans le secteur de l'élevage en mettant en place de nouveaux systèmes et processus. Afin d'assurer la durabilité des résultats du projet, l'évaluation préconise que l'Autorité palestinienne adopte des politiques permettant à l'offre de produits de l'élevage de satisfaire la demande, qu'une prise de conscience plus large de l'importance de l'étiquetage des animaux soit diffusée parmi les éleveurs et qu'une évaluation du marché de bétail international soit effectuée.

### Évaluation finale du projet «Intégrer l'utilisation et la conservation de la biodiversité agricole au sein des Politiques publiques à travers des stratégies intégrées et une mise en œuvre sur place dans cinq provinces des hauts plateaux des Andes»

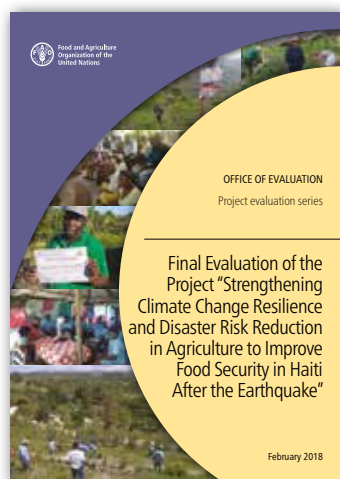
L'Équateur a été reconnu comme l'un des 17 pays au monde riches en biodiversité. Le projet financé par le GEF «Intégrer l'utilisation et la conservation de la biodiversité agricole au sein des politiques publiques» a eu pour objectif de lutter contre les nombreuses menaces qui pèsent sur la biodiversité de l'Équateur en réduisant la pauvreté rurale. Le projet a contribué à améliorer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des petits agriculteurs en soutenant l'utilisation durable de cultures locales et en développant des circuits de marché courts. Il a également soutenu





l'intégration de l'agro-biodiversité dans la Stratégie nationale pour la biodiversité et dans les Plans de Développement et de gestion agricole au niveau des provinces. Le projet a permis la formulation de la Loi sur l'agro-biodiversité et les semences, le développement d'une base de données de 546 semences locales et l'établissement de Centres pour la bio-connaissance et le développement agricole. L'évaluation préconise la mise en place de projets futurs permettant de poursuivre l'appui aux gouvernements national et local pour la réglementation et la mise en œuvre de la Loi sur l'agro-biodiversité et les semences, en établissant l'Autorité agraire nationale et en créant un marché de niche au niveau national et international pour les cultures locales.

### Évaluation finale du projet «Renforcement de la résilience aux changements climatiques et de la réduction du risque lié aux catastrophes dans le secteur agricole afin d'améliorer la sécurité alimentaire en Haïti après le tremblement de terre»



Au cours des dernières décennies, Haïti, pays situé dans les Caraïbes, a été exposé à de nombreuses catastrophes naturelles, dont les ouragans Isaac et Sandy en 2010. Le projet de résilience agricole et des moyens d'existence «Renforcement de la résilience aux changements climatiques et de la réduction du risque lié aux catastrophes dans le secteur agricole afin d'améliorer la sécurité alimentaire en Haïti après le tremblement de terre» a eu

pour objectif de rétablir les moyens d'existence, introduire des techniques agricoles adaptées aux changements climatiques et réhabiliter les terres et les moyens d'existence sinistrés. L'évaluation finale a observé de solides réalisations dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques, le projet ayant permis d'importantes avancées afin de connecter les interventions d'aide d'urgence. Le projet a produit des résultats durables favorisant une meilleure résilience en termes de productivité agricole mais aussi de hausse des revenus grâce à de meilleures techniques de production. Le projet n'a toutefois pas adopté de stratégie de sortie suffisante et des efforts supplémentaires devraient être faits pour assurer la durabilité financière indispensable pour obtenir des impacts à long terme.



### Évaluation finale du projet conjoint de résilience au Kassala

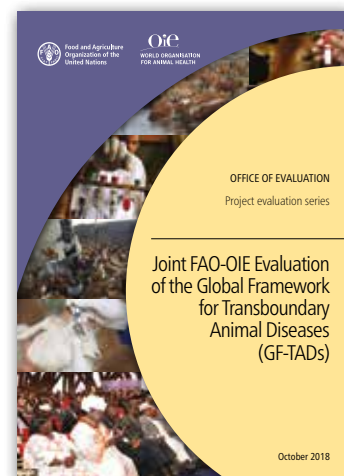
Des chocs liés aux conditions météorologiques au Kassala (Soudan) affectent régulièrement la résilience des communautés du Kassala (Soudan) et leurs conditions en termes de sécurité alimentaire. Le Projet conjoint de résilience (JPR-Joint Resilience Project), élaboré pour éliminer la malnutrition en développant la résilience aux sécheresses et inondations, a choisi de mesurer les retards de croissance pour évaluer les réalisations accomplies en termes d'amélioration de la santé et de la nutrition maternelle et infantile ainsi que les améliorations en termes de capacités d'adaptation. Centré initialement sur la réduction de la malnutrition plutôt que sur le développement de la résilience, le projet a eu une efficacité générale réduite, bien que l'évaluation ait observé une correction de cette faille à mi-parcours. L'évaluation préconise la communication des résultats obtenus auprès des 75 communautés destinataires, des quatre localités ciblées et du Gouvernement de Kassala ainsi que la consolidation des résultats du projet en poursuivant la collaboration entre la FAO, le PAM et l'UNICEF dans le secteur, en renforçant les capacités des parties prenantes nationales, notamment à travers l'amélioration des compétences non techniques, et en capitalisant sur les enseignements tirés du JRP pour des projets similaires futurs.

## ÉVALUATIONS CONJOINTES

Des évaluations de programme conjointes sont menées en collaboration avec les Bureaux de l'évaluation des Agences des Nations Unies basées à Rome – le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Fonds international pour le Développement agricole (FIDA) – avec d'autres agences des Nations Unies et partenaires.

### Évaluation conjointe de la FAO/OIE du Cadre mondial pour le contrôle des maladies animales transfrontalières

Le Cadre mondial pour le contrôle des maladies animales transfrontalières (GF-TAD, General Framework-Transboundary Animal Diseases) est le mécanisme lancé en 2004 par la FAO et l'Organisation mondiale pour la santé animale (OIE) afin de réaliser la prévention et le contrôle coordonnés des maladies animales transfrontalières (TAD) et notamment de prendre en compte les dimensions mondiale et régionale de cette question. Il s'agit de la troisième évaluation du GF-TAD, couvrant la période allant de 2009 à 2017. L'évaluation a pour objectif de fournir au Comité de pilotage mondial et au Comité de direction du GF-TAD les enseignements tirés et les preuves pouvant donner des informations utiles en vue de l'élaboration de la stratégie future, en fournissant des informations permettant d'orienter le GF-TAD vers une meilleure collaboration aux niveaux régional et mondial et d'encourager l'amélioration de l'instrument GF-TAD. L'évaluation a étudié les bénéfices du mécanisme GF-TAD en termes de facilitation de la collaboration entre la FAO, l'OIE et les partenaires dans le domaine des TAD pour répondre aux risques mondiaux dérivant des TAD.



## AUTRES PROJETS ET ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES RÉALISÉS

- Évaluation finale du projet «Développement des capacités du Département de l'irrigation du Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage en République islamique d'Afghanistan»
- Évaluation à mi-parcours du projet «Gestion durable des terres et agriculture adaptée aux conditions climatiques»

## ÉVALUATIONS DE PROJETS EN COURS

- Évaluation de la contribution de la FAO pour renforcer la résilience à la sécheresse provoquée par El Niño en Afrique du Sud
- Évaluation du projet conjoint de la FAO et du PAM pour renforcer la résilience des populations vulnérables dans le Nord du Mali
- Évaluation du projet de la classification intégrée des phases de sécurité alimentaire (IPC-Integrated Food Security Phase Classification)
- Évaluation de la gestion intégrée des mangroves et des zones humides associées, et des écosystèmes forestiers côtiers de la République du Congo
- Évaluation finale du projet «Hausse de la production alimentaire locale, des revenus et de la sécurité nutritionnelle à travers la commercialisation d'un secteur intégré et durable des petits éleveurs au Zimbabwe»
- Évaluation finale du projet «Élimination des pesticides obsolètes comprenant les POP et mise en œuvre du programme de gestion des pesticides»
- Évaluation finale du projet «Réhabilitation des terres et gestion des pâturages dans les systèmes de production des petits agriculteurs dans le Sud Ouest de l'Angola (RETESA)»
- Évaluation finale de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques rurales et agricoles

## Supervision renforcée de la dimension de genre



Planet 50-50 by 2030  
Step It Up for Gender Equality

UN-Femmes félicite la FAO pour avoir «satisfait» 93 pour cent des indicateurs de performance du Plan d'action du système des Nations Unies relatif à la parité des genres et à l'autonomisation des femmes (UN-SWAP) en soulignant le rôle de l'évaluation: «Les efforts substantiels notables accomplis dans ce domaine comprennent la méthodologie d'évaluation qui apparaît de plus en plus sensible au genre, notamment du fait de l'établissement de critères, de lignes directrices et de questions permettant de prendre en compte l'intégration du genre dans les évaluations».



# AUTRES ACTIVITÉS

## Semaine de l'évaluation des Nations Unies en 2018

Le Bureau de l'évaluation de la FAO (OED) a accueilli en mai 2018 la semaine de l'évaluation 2018, rassemblement annuel du Groupe de l'évaluation des Nations Unies (UNEG) organisé conjointement avec les autres agences des Nations Unies basées à Rome, à savoir le FIDA et le PAM. 163 professionnels de l'évaluation ont participé à la manifestation afin de partager les enseignements et les meilleures pratiques mais aussi de discuter des programmes, des initiatives et des interventions inter-agences. La semaine de l'évaluation a consisté en: un séminaire d'une journée dédié au développement professionnel; un Échange sur les pratiques d'évaluation, réalisé sur deux journées; une réunion générale annuelle de deux jours durant laquelle l'organe exécutif responsable de la direction et du pilotage stratégique de l'UNEG a tenu sa réunion annuelle. L'Échange sur les pratiques d'évaluation a permis en particulier de présenter de nombreuses innovations au cours de sessions très interactives, impliquantes et pertinentes par rapport aux intérêts du public. Les rapports EGM et AGM, les vidéos, les images et d'autres matériels sont consultables à l'adresse: <http://uneval.org/mediacenter/newscenter/newsdetail/125>



**Eval Forward**  
Evaluation for Food Security, Agriculture & Rural Development

**A Community of Practice to strengthen knowledge and capacities for EVALUATION in support of Zero Hunger (SDG2)**

- Share your knowledge, information and resources
- Network with other members
- Find out what is going on in the evaluation world

[www.evalforward.org](http://www.evalforward.org)

Eval Forward is a joint initiative of the evaluation offices of FAO, IFAD, WFP and CGIAR

## Communauté de pratique EVAL-ForwARD

En réponse à une exigence de renforcer les capacités d'évaluation externe, énoncée aussi bien dans la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies que dans l'évaluation de la fonction d'évaluation de la FAO, le Bureau de l'évaluation de la FAO (OED) a dirigé la création d'une **Communauté de pratiques sur l'évaluation de la sécurité alimentaire et du développement agricole et rural** dénommée «**EVAL-Forward**». Cette initiative est soutenue conjointement par les Bureaux de l'évaluation des agences des Nations Unies basées à Rome. Elle a pour objectif de promouvoir l'intégration dans les systèmes de revue national et mondial d'une pensée orientée à l'évaluation. Elle rassemble les évaluateurs, les professionnels du développement, les décideurs et les chercheurs des institutions nationales et offre à nombre d'entre eux une occasion unique d'accéder et d'échanger leur connaissances et informations sur l'évaluation en relation avec le domaine de la sécurité alimentaire. La Communauté utilise un D-groupe avec modérateur comme instrument principal d'interaction et de partage des connaissances. Les participants peuvent soulever les questions qui les intéressent, envoyer des contributions, partager des ressources et des informations en anglais, français ou espagnol. Des résumés réguliers reprennent les échanges et les débats, contribuant ainsi à la base de connaissances de la Communauté. À l'issue du pilote de trois mois, la communauté a réuni plus de 150 membres provenant de 42 pays.

Pour plus d'informations, prière de s'enregistrer à l'adresse: [www.evalforward.org](http://www.evalforward.org)

Les rapports et les réponses de gestion de toutes les évaluations de la FAO sont des documents publics qu'il est possible de télécharger à l'adresse:  
**[www.fao.org/evaluation](http://www.fao.org/evaluation)**

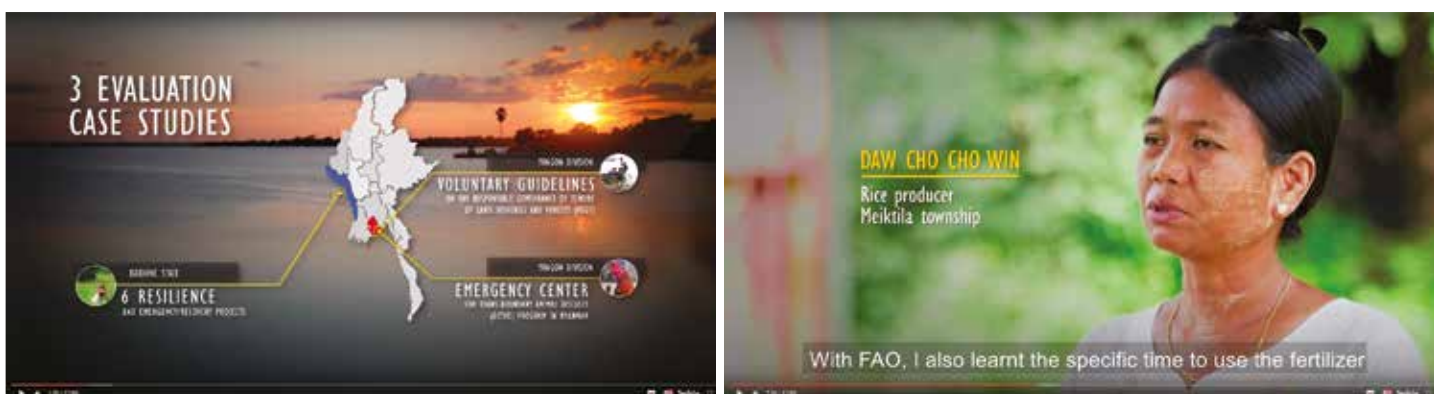
Pour plus d'informations, contacter: Le Directeur – Bureau de l'évaluation (OED) – E-mail: [evaluation@fao.org](mailto:evaluation@fao.org)  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture – Viale delle Terme di Caracalla 00153 Rome, Italie

### **VIDÉOS D'ÉVALUATION** sur la chaîne YouTube de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Le Bureau de l'évaluation réalise des vidéos courtes avec des entretiens aux bénéficiaires sur le terrain et d'autres parties prenantes. Jetez un coup d'œil à la vidéo de l'Évaluation du programme de système de prévention des urgences de la FAO (EMPRES) dans les crises de la chaîne alimentaire, ou écoutez les agriculteurs parler à propos du travail de la FAO au Myanmar. Les vidéos sont disponibles sur le site de l'OED: **[www.fao.org/evaluation](http://www.fao.org/evaluation)**



Évaluation du programme de système de prévention des urgences de la FAO (EMPRES) dans les crises de la chaîne alimentaire.



Évaluation de la contribution de la FAO dans la République de l'Union du Myanmar



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO